



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

Liberté
Égalité
Fraternité

L'INSTITUT NATIONAL du SPORT,
de
l'EXPERTISE
et de la PERFORMANCE

Comité
d'histoire

des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

(INSEP)

Repères historiques

Première partie :

Du XIX^e siècle à la veille de la Seconde Guerre mondiale

Document mis à jour le 22 février 2021

Comme leur nom l'indique, ces fiches « Repères historiques » ne sont que l'indication chronologique des principaux faits marquants liés au sujet traité. Ces fiches ne sont en aucun cas des analyses. Leur objectif est simplement de donner au lecteur des indications de bases, en lui permettant, s'il le désire, d'aller « plus loin », notamment grâce aux liens hypertexte, aux sources et à la bibliographie.

La présente fiche fait référence, implicitement ou explicitement, à d'autres aspects de la vie des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports, évoqués dans d'autres fiches déjà produites (cf. la liste des fiches dans la rubrique « Repères historiques » sur le site du CHMJS) ou qui le seront ultérieurement.

L'Institut national des sports (INS) a été créé, *de facto*, en 1945 ; l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) lui succède en 1977. Il a été transformé en novembre 2009 en Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (le sigle INSEP a été conservé).

Toutefois, d'une certaine manière, cet établissement est le successeur et l'héritier d'autres structures partageant des missions plus ou moins proches, relevant de la préparation physique militaire, de la gymnastique, de la rééducation physique, de l'éducation physique, du sport scolaire ou civil et du sport de haut niveau. Ces structures remontent au début du XIX^e siècle.

En tentant de préciser leurs missions, dans leurs évolutions, cette fiche de « Repères historiques » les présente de manière résumée, la première partie étant consacrée à la période 1819/1939 ; la seconde partie (à paraître ultérieurement) portera sur la période suivante, voyant notamment la création officielle de l'INS en 1946, puis celle de l'INSEP en 1977, jusqu'à nos jours.

1819 Le colonel François AMOROS (né don Francisco AMORÓS, marquis de Sotelo – Valence – 19 février 1807 / Paris – 8 août 1848), officier espagnol ayant pris en 1808 le parti de Joseph BONAPARTE, puis naturalisé français en 1818, crée le **Gymnase civil et militaire de Grenelle** en 1819, sous la seconde Restauration. À la suite de divers contretemps, la fermeture de ce gymnase, déjà envisagée à diverses reprises, devient effective en 1838.

Malgré son décès en 1848, l'influence d'AMOROS persiste à travers son ouvrage publié en 1830, *Le traité d'éducation physique gymnastique et morale* qui reste le bréviaire de la gymnastique française, à cette époque.

L'État-major militaire demeure néanmoins conscient de l'intérêt de la gymnastique dans la préparation du soldat. Le ministère de la Guerre met en place en 1838 une commission chargée d'élaborer un règlement de gymnastique destiné à l'armée. Elle n'aboutit pas. Une autre est mise en place en 1846, présidée par le général Jacques AUPICK. Elle aboutit à l'instruction du 24 avril 1846.

Contexte historique : Joseph BONAPARTE, frère aîné de Napoléon, est fait roi d'Espagne et des Indes en 1808. Après la chute de l'empereur, il s'exile aux États-Unis en 1815. Louis XVIII revient sur le trône le 8 juillet 1815. Cette seconde restauration (1815/1830) se caractérise par une monarchie constitutionnelle.

1852 Dans la continuité de la commission de 1846, à l'initiative du commandant Charles Henri Louis, comte d'ARGY, l'**École normale de gymnastique militaire** est créée par décret du 13 juin 1852 du ministre de la Guerre, le général Achille LEROY de SAINT-ARNAUD. Elle est installée à la redoute de la Faisanderie (incluse, à l'époque, sur la commune de Joinville-le-Pont ; les implantations dans le bois de Vincennes des communes environnantes ont été rattachées à Paris, XII^{ème} arrondissement, en 1929). Elle ouvre ses portes le 15 juillet 1852.

L'adjectif « normale », issu du latin *norma*, veut exprimer sa mission de codification, de définition de normes et de règles valable pour toutes les autres écoles de même type ou qui en seraient issues.

La direction de l'**École normale de gymnastique militaire** est confiée à Louis d'ARGY ; il est secondé par Napoléon LAÏNÉ, tous deux fidèles d'AMOROS et anciens membres de la commission de 1846. À côté de la redoute de la Faisanderie, à côté de laquelle se trouve un « gymnase de plein air », dans la commune de Joinville-le-Pont, à l'époque.

L'objectif initial de l'école est la formation du soldat et des moniteurs militaires. On y pratique la gymnastique, considérée comme base de l'éducation corporelle et morale, ainsi que les sports de combat. De 1852 à 1902, elle applique la méthode d'AMOROS et la méthode allemande de Ludwig JAHN.

Le premier stage, organisé du 15 juillet 1852 au 20 janvier 1853, permet d'accueillir 20 officiers et 114 hommes de troupe.

1860 Le sénatus consulte du 18 juin 1860 « *distrain de la dotation de la couronne* » le bois de Vincennes et, par loi du 24 juillet 1860, le concède globalement à la ville de Paris, hormis certains espaces qui demeurent à la disposition du ministère de la Guerre (définis par la [convention du 20 juin 1860](#)), où est implantée l'École.

Quelques années plus tard, en 1867, l'école annexe la redoute jumelle de Gravelle, située à quelques centaines de mètres, pour y implanter des services administratifs, d'intendance et des logements.

Ces redoutes, construites entre 1840 et 1846, étaient des éléments du système de fortification de Paris ; elles servaient initialement à protéger les soldats hors de la ligne de défense principale. La redoute de la Faisanderie a été rasée en mars 1974, lors de la construction de l'autoroute de l'Est. Sa porte d'entrée a été conservée et reconstruite à côté du stade d'honneur de l'INSEP, symbole d'un établissement précurseur. La redoute de Gravelle a connu d'autres usages après le départ de l'École de Joinville, en 1939.

Contexte historique : l'année 1852 marque la fin de la II^{ème} République (28 février 1848 – 2 décembre 1852) et le début du Second Empire. Louis-Napoléon BONAPARTE, élu président en décembre 1848, orchestre avec ses proches un coup d'État, le 2 décembre 1851, puis rétablit l'Empire, le 7 novembre 1852, après un plébiscite.

1870 La guerre de 1870 (de juillet 1870 à janvier 1871) suivie par la Commune de Paris (de mars à mai) entraîne une fermeture provisoire de l'école.

1872 L'école est réouverte le 1^{er} avril 1872, avec à sa tête le commandant FÉRAUDY. Pour les militaires, le rôle dévolu à la gymnastique apparaît encore plus important qu'antérieurement, dans un contexte de revanche nationale.

Par décret du 6 août 1872, elle devient alors l'**École normale de gymnastique et d'escrime de Joinville-le-Pont**. La division escrime, faisant dorénavant l'objet de formations spécifiques, s'installe dès 1873 dans des baraquements aménagés au camp de Saint-Maur, site actuel de l'INSEP. Les effectifs des « stagiaires » peuvent aller jusqu'à 300, dont 100 pour la division escrime, auxquels s'ajoutent une trentaine d'officiers. Les cours durent cinq mois jusqu'en 1902, puis ramenés à trois mois pour pouvoir accueillir davantage d'élèves.

L'école de Joinville n'est plus réservée à l'infanterie de l'armée de Terre. Elle s'ouvre à la Marine. Le succès des fêtes annuelles qu'elle organise, de type exhibitions de gymnastique, voire d'acrobaties, témoigne de sa réputation. L'instruction dispensée vise à former de bons professeurs de gymnases. L'entraînement physique est assez intense, bien que parfois en décalage avec les nécessités du terrain régimentaire, mais la formation théorique assez sommaire (en anatomie et physiologie). L'empirisme, à la base des méthodes d'AMOROS, commence à être critiqué.

Contexte historique : le mouvement sportif civil se développe parallèlement en France, partageant parfois avec l'École, pour partie, l'objectif de « revanche nationale ». Ainsi en est-il de l'*Union des sociétés de Gymnastique de France*, créée en 1873. Par ailleurs, dans un cadre purement civil et une perspective d'esprit davantage pacifique, la première société de football association est fondée en 1880, le *Racing-Club de France* en 1882, le *Stade Français* en 1883, l'*Union des Sociétés Françaises de Sports Athlétiques* en 1887. Pierre de COUBERTIN propose le rétablissement des Jeux olympiques en 1892.

Le sport scolaire et universitaire se structure également en 1888 et 1889. Voit alors le jour la *Ligue Nationale de l'Éducation Physique (LNEP)*, présidée par Marcellin BERTHELOT, chimiste et biologiste de formation, ancien ministre de l'Instruction publique (1887/1888). Le commandant CASTEX, commandant de l'École de Joinville, fait partie de ses membres. Fin 1888, la LNEP envoie ses moniteurs de l'*École normale des Jeux scolaires* en démonstration à l'École de Joinville.

Le physiologiste Étienne-Jules MAREY, inventeur de la chronophotographie, succède à Marcellin BERTHELOT à la présidence de la LNEP en 1890. S'exprime alors une volonté de former des enseignants d'éducation physique civils. À défaut d'une « école normale », un *Institut libre d'éducation physique* est créé, où Georges DEMENÏ (*cf. infra*) donne des conférences.

Sur le plan politique, le parti républicain devient majoritaire en 1879. À l'initiative de Jules FERRY, les lois scolaires de 1881 et 1882 instaurent l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïc.

1900 Dans le cadre de l'*Exposition universelle* se tient également à Paris un Congrès international d'éducation physique. Le courant d'idée fondé sur une démarche davantage scientifique, illustrée par la méthode suédoise de LING, s'exprime majoritairement. Le général ANDRÉ, ministre de la Guerre, les reprend à son compte en 1902. Un règlement militaire du 22 octobre 1902 s'inspire, au moins pour partie, des principes analytiques de la méthode de LING.

Par ailleurs, un **laboratoire de physiologie** est créé à l'école de Joinville le 20 août 1901. Il est confié à un civil, Georges DEMENÏ, considéré ensuite comme le fondateur de l'éducation physique scientifique. Il a antérieurement été le collaborateur d'Étienne-Jules MAREY et a participé, comme lui, au fonctionnement de la LNEP. Jusqu'au 3 décembre 1907, date de son départ de l'école, DEMENÏ va améliorer le système suédois en se fondant sur la démonstration expérimentale, développer la biomécanique, introduisant la chronophotographie pour l'analyse du mouvement.

La pression des officiers élèves, qui aspirent à des contenus de formation spécifique, plus conformes à leur niveau culturel et les distinguant de la troupe, contribue à rendre davantage prépondérant l'enseignement théorique dans l'instruction. Ces mêmes officiers délaissent aussi progressivement la gymnastique traditionnelle enseignée à l'École, au profit de différents sports, outre l'escrime, introduite en 1872 (boxe, natation, cyclisme, canotage, athlétisme, etc.)

À partir de 1904, le sport figure au programme d'instruction de l'École, dirigée alors par le commandant COSTE. De 1906 à 1914, de nombreux Joinvillais participent à des compétitions sportives militaires et civiles, où ils s'illustrent souvent très majoritairement.

C'est également à la suite de l'initiative du commandant COSTE que s'ouvre en 1908 une nouvelle action au profit de l'instruction publique. La création d'une *Division des instituteurs* permet à ces derniers, durant leur service militaire, de bénéficier pendant dix semaines d'une formation à l'enseignement de l'éducation physique. L'effectif des promotions augmentera jusqu'en 1913, passant de 300 à 600.

L'enseignement théorique comprend de l'anatomie, de la physiologie et une pédagogie spécifiquement élaborée.

Progressivement, à partir du début du XX^{ème} siècle, l'École s'implique donc au-delà de la sphère militaire, ce qui fait néanmoins l'objet de quelques critiques internes ou externes. Elle profite à la fois de l'obligation de la gymnastique dans les écoles publiques et de l'absence de dispositifs de formation à l'éducation physique scolaire.

En 1904 est constituée avec l'Armée et l'Instruction publique une commission interministérielle d'unification des règlements d'éducation physique. Elle est à l'origine du *Manuel d'exercices physiques* de 1908. Ce nouveau concept d'*éducation physique* commence alors à se substituer à celui de *gymnastique*, notamment sous l'influence de DEMENÏ. Il adopte une position éclectique vis-à-vis des différentes méthodes (amorosienne, suédoise, etc.) et du nouveau courant sportif.

Tout cela aboutit en 1910 à un nouveau règlement de l'École, concrétisé par l'instruction du 1^{er} septembre 1912.

Contexte historique : le *Comité international olympique* (CIO) est créé en 1894. Les premiers Jeux olympiques modernes se déroulent du 6 au 20 avril 1896, à Athènes. Selon le CIO, ils réunissent 241 sportifs de 14 pays différents. Neuf disciplines sportives sont inscrites au programme (athlétisme, cyclisme, escrime, gymnastique, haltérophilie, lutte, natation, tennis, tir).

Les deuxièmes Jeux olympiques modernes se déroulent à Paris en 1900. Ils font partie des festivités proposées par l'Exposition universelle, qui en assure l'organisation. Ils se déroulent durant 5 mois. Un vélodrome de 40.000 places est construit pour l'occasion au bois de Vincennes, où l'ensemble des compétitions devaient se dérouler. Ce ne sera finalement le cas que pour 2/3 d'entre elles, pour des raisons financières et pratiques. Toujours selon le CIO, 997 athlètes de 24 nations se sont affrontés dans 90 épreuves et dans 19 sports. Mais la participation dans les compétitions organisées par l'Exposition, y compris des compétitions scolaires purement nationales, aurait été de l'ordre de 70.000 personnes, dont près de 2.000 étrangers, preuve de l'engouement pour le sport en ce début de nouveau siècle.

Sur le plan politique, le régime républicain s'est profondément enraciné dans la population, avec le ralliement progressif, en nombre croissant, des monarchistes et des catholiques. À la veille de la Première Guerre mondiale, la III^{ème} République a su surmonter ses plus graves crises (boulangisme, affaire DREYFUS, etc.).

1914 L'École ferme en août 1914, à la suite de la déclaration de guerre. Ses casernements sont utilisés pour les soldats de l'arrière, en formation ; la redoute de la Faisanderie sert de parc à fourrage, ses stades de pâtures.

1916 En plein conflit, l'École rouvre en mai 1916. Elle devient *Centre d'instruction physique*. Ses missions sont radicalement différentes. La circulaire ministérielle du 12 février 1917 les précise. Malgré une désorganisation totale et un très grand dénuement matériel, elle doit assurer le renforcement physique des blessés « récupérables » et une préparation militaire spécifique (dont combat à la baïonnette, à la grenade et au corps à corps) des classes qui seront prochainement appelées à combattre. Un *Guide pratique d'Éducation physique* et un *Programme d'instruction* sont élaborés, donnant un cadre de travail aux *21 Centres régionaux d'instruction physique* (CRIP) créés en 1916, un pour chaque région militaire.

Par ailleurs l'encadrement des stages des professeurs de gymnastique et instituteurs du département de la Seine lui est confié.

1919 Le 1^{er} juillet 1919, l'École reprend son organisation et son activité d'avant-guerre, augmentées du centre de rééducation physique, implanté dans le camp de Saint-Maur (implantation actuelle de l'INSEP). Elle s'étend progressivement dans quatre sites, ajoutant le *quartier des Canadiens*, ancien hôpital provisoire implanté entre les deux redoutes. Elle y transfère ses services administratifs, puis ses laboratoires (anatomie, physiologie, radiologie, chimie, station de photographie et cinématographie) ainsi que son imprimerie, sa bibliothèque et son musée pédagogique.

Il n'existe à cette époque, dans les autres pays, aucun établissement disposant de telles installations scientifiques au profit de l'éducation physique et du sportif. L'École reçoit de très nombreuses visites de délégations du monde entier. Mais les approches scientifiques évoluent ; à celle, « mécaniste », de DEMENÏ a succédé celle, plus physiologiste, de Maurice BOIGEY.

Toutefois cette expansion géographique de l'École, complétée par des installations pour la natation et l'aviron sur la Marne, aggrave aussi son éclatement, d'autant plus que le patrimoine immobilier, constitué pour une bonne part de simples baraquements, ne fait que se dégrader, dans un contexte budgétaire de pénurie.

Dès 1919 s'impose l'idée d'une nouvelle implantation, moderne et « en dur ». Elle mettra plus de vingt ans à se concrétiser...

L'année 1919 marque aussi la reprise des grandes démonstrations de gymnastique, fondement historique de la réputation de l'École.

Contexte historique : C'est également en 1919 que sont organisés, du 22 juin au 6 juillet, à l'initiative des Américains, les *Jeux Interalliés*, qu'ils financent en quasi-totalité. Hormis une partie des compétitions d'escrime qui sont organisées dans les locaux de l'École, ces jeux se déroulent à côté d'elle, dans un stade de 35 000 places construit spécialement pour l'occasion dans le bois de Vincennes, baptisé stade PERSHING. Dix-huit nations alliées sur vingt y envoient une délégation. Elles concourent dans douze disciplines sportives. À cette occasion, certains officiers de l'École, qui n'a été chargée de préparer les compétiteurs français que bien tardivement, qui n'y brillent pas, découvrent que la réussite dans le sport de haut niveau nécessite des qualités et un entraînement spécifique, s'éloignant de la pratique amateur.

Ces réflexions amènent l'École à réorienter un peu son action. Cela se concrétise peu après : elle est chargée d'assurer la préparation des équipes de France pour les Jeux olympiques de 1920, organisés à Anvers. L'ancienne gymnastique et l'éducation physique ne sont plus ses seules missions. Elle est désormais chargée d'assurer la préparation des sportifs français inscrits dans les compétitions internationales, principalement les militaires et les sportifs du contingent sous les drapeaux. C'est là l'embryon du *Bataillon de Joinville*, formellement créé en 1956. De nombreux sportifs passés par l'École s'illustrent dans des compétitions internationales (comme Georges CARPENTIER) ou aux Jeux olympiques de 1920 d'Anvers (avec Joseph GUILLEMOT et Paul FRITSCH), puis de 1924 (organisés à Paris), avec Charles RIGOULOT.

1925 L'École normale de gymnastique et d'escrime, créée en 1872, devient alors l'**École supérieure d'Éducation physique** de Joinville-le-Pont, par décision ministérielle du 10 décembre 1925, reconnaissant ainsi son rôle national. En plus de ses missions antérieures, elle s'intéresse à présent au développement de l'éducation physique féminine et lance quelques initiatives au profit de la gymnastique d'entretien et du sport de masse.

Mais le régime budgétaire de rigueur fait craindre à certains sa fermeture, d'autant plus que le patrimoine continue à se dégrader.

Néanmoins, entre 1927 et 1930, l'École publie les trois tomes de son nouveau Règlement général, fondement de la Méthode Française d'éducation physique. Ses approches sont scientifiques (physiologie), pédagogiques, ouvertes sur les sports individuels et collectifs, sans oublier l'éducation physique militaire et la rééducation. Elle « *consacre le triomphe de l'éclectisme* ».

Toutefois les instances médicales et les universités commencent alors à contester le monopole Joinvillais en matière d'éducation physique. Elles revendiquent la formation des professeurs d'éducation physique. Cette demande est satisfaite en 1928, qui voit se créer les *Instituts régionaux d'éducation physique* (IREP), rattachés aux facultés ou écoles de médecine.

1928 Est l'année de création au sein de l'administration française, pour la première fois dans l'histoire, d'une **structure ministérielle** chargée spécifiquement de **l'éducation physique** au sein du gouvernement de Raymond POINCARÉ (13 novembre 1928 – 29 juillet 1929). Il s'agit du sous-secrétariat d'État au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-arts, chargé de l'Éducation physique, confié à Henry PATÉ.

1930 Les sites et activités de l'École sont réparties de la manière suivante :

Redoute de la Faisanderie

- Gymnases d'ARGY et BONVALOT (couverts).
- Stade d'honneur avec pistes, sautoir aires de lancer, rings, etc.
- Plusieurs terrains d'entraînement pour l'éducation physique, le football, le rugby, etc.
- Salle de conférence avec cinéma : salle DEMENÿ.

Redoute de Gravelle

- Service des matériels et approvisionnement.
- Logements pour officiers et sous-officiers.

Camp de Saint-Maur

- Bureaux, salle de travail et de conférences de la division escrime.
- Logements pour les stagiaires de la division escrime.
- Pistes pour l'escrime en plein air.
- Stade d'entraînement avec piste, sautoir, etc.
- Plusieurs terrains de sports collectifs.

Quartier des canadiens

- Bureaux du commandant de l'École et des services administratifs.
- Laboratoires d'anatomie, physiologie, radiologie et chimie.
- Station de photographie et cinématographie.
- Les bibliothèques et le musée pédagogique.

Néanmoins le projet de reconstruction de l'École s'enlise. Elle se trouve également menacée d'un transfert vers d'autres sites, car plusieurs sont envisagés. Plusieurs hommes politiques s'impliquent activement pour une nouvelle construction, sur le camp de Saint Maur, dont Henry PATÉ, puis Adolphe CHÉRON, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Éducation nationale, chargé de l'éducation physique en 1933 et 1934.

1933 La création d'une école normale d'éducation physique est envisagée dans l'enceinte du camp de Saint-Maur. Un premier programme de travaux est établi. Il donne lieu à un concours national d'architecture.

Par ailleurs, un certificat d'aptitude est institué par les services civils dans le cadre du professorat d'éducation physique.

1934 Le jury du concours lancé un an plus tôt choisit parmi plusieurs projets et couronne une équipe de trois architectes, M. BOVET, premier second Grand prix de Rome, M. BERTHELOT et M. CUZOLS.

En outre, par délibération de juillet 1934, la ville de Paris autorise le ministre de la Santé publique à reconstruire sur les terrains du camp de Saint-Maur, au bois de Vincennes, des bâtiments destinés à l'Institut national d'éducation physique (cf. bulletin municipal officiel du samedi 28 juillet 1934, p. 3035 – [délibération n° 42 de juillet 1934](#)). L'ensemble des terrains représente une superficie de 32 ha.

1936 Après de longues hésitations où s'affrontent les courants militaires, de l'éducation physique et du sport, une nouvelle implantation sur le camp de Saint Maur, est décidée en 1936.

La première pierre est posée par Léo LAGRANGE, alors sous-secrétaire d'État aux Sports et à l'Organisation des loisirs auprès du ministre de la Santé publique. Il est décidé d'y construire un *Centre national d'éducation physique*, devant abriter l'*École supérieure d'éducation physique* pour la partie militaire et l'*École normale d'éducation physique* pour la partie civile, créée en 1933, boulevard Jourdan, à Paris.

1939 La déclaration de guerre du 3 septembre 1939 met provisoirement un terme à ces projets. La construction des bâtiments est interrompue. Seul un laboratoire de physiologie fonctionne (l'armée allemande le détruira à son départ, en 1945). L'École de Joinville ferme ses portes.

[Nota : une seconde fiche, deuxième partie, traitera ultérieurement de la période de 1939 à nos jours]

Fiche réalisée par **Michel CHAUVEAU**
Inspecteur principal de la
jeunesse et des sports honoraire
Ancien directeur de l'INSEP
(1997-2002)

Quelques sources (classement chronologique) :

- Loi du 24 juillet 1860, qui concède le bois de Vincennes à la ville de Paris.
- Reconstruction de l'école de Joinville sur les terrains du camp de Saint-Maur, au bois de Vincennes – Bulletin municipal officiel du 28 juillet 1934 (Ville de Paris).
- *Institut national des sports* – Plaquette du Secrétariat d'État auprès du ministre de la Qualité de la vie, chargé de la Jeunesse et des Sports – I.N.S. 1975.
- *Il y a 150 ans, L'INS* – Article de Jean-Paul MAZOT (Secrétaire général de l'association des écrivains sportifs) – Revue EPS n° 253 – Mai-Juin 1995.

- *De Joinville à l'olympisme – Rôle des armées dans le mouvement sportif français – Une histoire culturelle du sport* – Ministère de la Défense – État-major des armées – 1996.
- *La Saga des CREPS et autres établissements « jeunesse et sports » - Quel avenir après 50 ans ?* – Jacques RANGEARD – Documents de l'INJEP n° 27 – Collection Mémoire – Juin 1996.
- *L'INSEP – De la gymnastique joinvillaise aux sports contemporains* – Pierre SIMONET – GÉRARD KLOPP ÉDITEUR – Décembre 1998.
- *Fiches de présentation des sites baptisés de l'INSEP* – Coordination Marc PAPILLION – INSEP, juillet 2001.
- *INSEP magazine n° 1 – Mars 2002 – De l'École de Joinville à l'INSEP* – Article de Pierre SIMONET.
- *Les 150 ans de l'École de Joinville* – Fédération nationale des Joinvillais et ville de Joinville-Le-Pont – 2002.
- *L'empreinte de Joinville, 150 ans de sport* - – Pierre SIMONET et Laurent VERAY (dir.) - Paris, INSEP - 2003.
- *L'École normale de gymnastique de Joinville-Le-Pont* – Pierre SIMONET et Gilbert ANDRIEU. Document à l'usage des enseignants - Fédération nationale des Joinvillais – Comité Paris-Île-de-France.
- *JEUNESSE ET SPORTS, l'invention d'un ministère (1928-1948)* - Marianne LASSUS – INSEP-Éditions – 2017.
- *Former les enseignants d'EPS en France au XX° siècle* - Julien FUCHS et Jean-Nicolas RENAUD (dir.) - Presses universitaires de Rennes – 2020.
- *Le Joinvillais* – Revue de la Fédération nationale des Joinvillais.
- Site internet du ministère des Sports.
- Site internet du Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports.
- Journal officiel de la République française (JoRf).
- Archives personnelles.